



Union SNUI – SUD Trésor
80/82, rue de Montreuil ● 75011 PARIS
Tél. 01.44.64.64.44 ● Fax 01.43.48.96.16
www.snui.fr ● Courriel : snui@snui.fr

Communiqué de presse

Lundi 30 Novembre 2009

Suppressions d'emplois de fonctionnaires : Où va l'administration des finances publiques ?

Avec 33 000 suppressions de postes de fonctionnaires prévues en 2010, l'Etat attend environ 1 milliard d'euros d'économies... 1 milliard d'euro dans un budget qui affiche 141 milliards d'euros de déficit ; supprimer des emplois ne relève pas du bon sens économique mais de l'aveuglement idéologique.

Jusqu'où ?

2 569 emplois seront supprimés à la Direction générale des finances publiques (DGFIP) en 2010. Ce sont donc autant d'agents des Impôts et du Trésor non remplacés (donc autant de chômeurs non embauchés), autant de missions (contrôle fiscal, accueil, gestion du foncier, gestion du secteur public local) qui risqueront d'être à l'avenir moins bien assurées et autant de services fragilisés (y compris sur le plan du maillage territorial).

Les suppressions d'aujourd'hui s'ajoutent à celles d'hier : l'effet cumulatif est dévastateur. Ces suppressions de postes reposent sur une logique absurde. S'il faut réduire la dépense publique sans considérer le service public rendu en contrepartie, alors allons-y, supprimons la dépense publique et les fonctionnaires !

2 départs à la retraite sur 3 ne sont pas remplacés à la Direction générale des finances publiques (DGFIP)

Alors que Nicolas Sarkozy clame partout qu'il ne remplace pas un départ sur deux à la retraite, à la DGFIP, c'est 65,4 % des postes qui ne sont pas remplacés suite à départs à la retraite (et 55% si l'on prend en compte l'ensemble de tous les départs : retraites, décès, départs volontaires, départs dans le privé...) !

Avec un départ à la retraite sur deux non remplacé, la DGFIP aurait subi le nombre, déjà bien trop élevé, respectivement de 1 934 et 1 959 suppressions de postes pour 2008 et 2009 et non de 2 340 et de 2 329 pour ces mêmes années. L'écart entre le chiffre « présidentiel » et la réalité est de 406 emplois en 2008 et de 370 emplois en 2009 soit un total de 776 emplois en deux ans. Avec un écart compris entre 350 et 400 emplois de supprimés au-delà du seuil de 50 % pour 2010, c'est au total 1 120 à 1 150 emplois en trois ans qui seront supprimés au-delà des aspirations présidentielles, déjà inadmissibles, un comble !

Toujours plus avec toujours moins : un « non sens » intenable !

Comment afficher la volonté de lutter contre la fraude fiscale, de rendre un meilleur service aux contribuables et aux collectivités et d'assurer une présence sur le territoire quand, dans le même temps, on procède à de telles coupes dans les effectifs ?

L'Union SNUI – SUD Trésor Solidaires ne s'est pas rendue ce jour au comité technique paritaire central de la DGFIP qui devait acter les déclinaisons locales des suppressions d'emplois et s'est adressée ce jour à Eric Woerth pour lui demander un arrêt des suppressions d'emplois et un bilan de l'impact des suppressions d'emplois de ces dernières années sur l'exercice des missions et sur les conditions de travail.